

<http://philosophie.spip.ac-rouen.fr/spip.php?article288>



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Philosophie
Académie de Normandie

Alain Finkielkraut, l'antimoderne

- Publications et formation - Articles divers -

Date de mise en ligne : dimanche 18 octobre 2015

Copyright © PhilosophieEspace pédagogique académique - Tous droits

réservés

Le défenseur de la " haute culture " est en guerre avec son temps. Retour sur le parcours d'un intellectuel controversé et volontiers polémique

Quels sont les grands axes de la pensée d'Alain Finkielkraut ? Le philosophe, qui se présente comme l'une des grandes voix de la lutte contre la " bien-pensance ", occupe une place importante dans les médias. Au moment où paraît, chez Stock, La Seule Exactitude, un recueil de ses chroniques d'actualité présentées entre 2013 et 2015 à RCJ (la radio de la communauté juive) et publiées dans le magazine Causeur, il est utile de revenir sur son parcours intellectuel pour en comprendre mieux les évolutions et les constantes.

La défaite de la " haute culture "

L'essai séminal de Finkielkraut est La -Défaite de la pensée (1987), conclu par un retentissant : " La barbarie a donc fini par s'emparer de la culture ", qui a beaucoup frappé. Qu'entend-il par cette défaite ? Il l'explique dès la première page : " Le terme de culture a aujourd'hui deux significations. La première affirme l'éminence de la vie avec la pensée ; la seconde la récuse. " Hélas, ajoute-t-il, " on constate aujourd'hui qu'il est courant de baptiser culturelles des activités où la pensée n'a aucune part ". Or, celles-ci dominent notre monde, partout présentées comme étant la véritable -culture. Un affreux " relativisme " règne, si bien, s'indigne-t-il, qu'une " paire de bottes vaut Shakespeare (...), une bande dessinée (...) vaut un roman de Nabokov ".

Quelle est-elle, cette culture sans pensée ? C'est la " culture de masse " et " de -divertissement ", " Hollywood ", la " télévision " et les " séries " - plusieurs télévisions voient alors le jour (TV 5, Canal+, TMC, la Cinq, TV 5, TV6, la Sept...). Ce sont les " mille nouvelles radios " qui " chantent, presque toutes sur le même air de guitare, le bonheur d'en finir avec la conversation ". Ce sont le rock - " la régression dans le simplisme absolu d'un rythme universel " - le reggae, le rap, toutes les musiques " pour qui le feeling l'emporte sur les mots ". C'est la chanson populaire. Les -comiques. La bande dessinée, le graf, le street art, tous les arts " mineurs ". La mode et ses faux " créateurs ".

Si vouloir séparer la " haute culture " de celle dite " deconsommation ", le " mineur " et le " majeur ", défendre le livre et l'écrit est une opération louable en ces temps d'inflation des images et de multimédia, elle n'est pas sans risques. De nombreux historiens de la culture l'ont fait savoir : il ne faudrait pas déconsidérer des pans entiers de la culture contemporaine. L'historien Pascal Ory, professeur à Paris-I, rappelle que la modernité est associée, -depuis le romantisme, à la légitimation d'une série de " non-arts " en " arts ". Souvent, rappelle l'historien, " ce sont les avant-gardes, non les incultes, qui les ont légitimés, comme les surréalistes dans les années 1920-1930, qui ont exalté le roman, l'illustration et le cinéma "populaires". "

Prenant, à titre d'exemple, la bande dessinée, déclassée par le philosophe. Pascal Ory explique qu'en soixante ans " elle s'est déployée, sophistiquée, à la croisée de toutes les écritures (autobiographie, roman, reportage...) et de tous les graphismes ". La légitimation des " arts mineurs " n'est donc pas un facteur d'affaiblissement, mais " de montée des exigences ". Le même processus de légitimation - études, séminaires, expositions, analyses des styles, ventes - a eu lieu pour le rock, le -roman noir ou le street art : faut-il considérer comme mineurs des artistes comme Banksy, Basquiat, Shepard Fairey, Keith Haring ou Ernest Pignon-Ernest ? Autre remarque de l'historien : " On notera que c'est de France qu'est généralement parti le mouvement de légitimation (cinéma, roman policier, jazz, BD, cirque...), et que, dans tous ces domaines, notre pays continue à occuper une place enviable, du roman graphique au "nouveau cirque" ".

Dans L'Esprit du temps (Grasset, 1962), Edgar Morin montre comment la " culture de masse " touche aussi bien ceux qui la considèrent comme de la " camelote " ou du " kitsch " que le vaste public. Qu'elle participe, avec tous ses films, ses thrillers, son humour, son Eros, ses stars, ses variétés, ses émissions, du " ton " et de la sensibilité d'une époque. Morin avance qu'il est aléatoire de définir comment ces oeuvres sont accueillies et d'affirmer qu'elles abêtissent ou ne font pas penser.

Les sciences humaines ont tout relativisé

Comment en sommes-nous arrivés à ce triomphe du relativisme culturel qui, -selon le philosophe, nous fait accepter l'inacceptable : le délitement des fondements de notre civilisation ? Dans un court chapitre de *La Défaite de la pensée*, " *La trahison généreuse* ", l'essayiste fait porter le chapeau à beaucoup de monde : les philosophes de la décolonisation (Aimé Césaire, Frantz Fanon, Sartre, mais il ignore Gandhi, Nehru, les pères de la -démocratie indienne...), les grandes figures de l'Unesco, la sociologie (Pierre Bourdieu est visé), l'anthropologie, les historiens qui " dispersent " l'histoire " au lieu de la ramener à une forme unique " - autrement dit, plusieurs des figures des sciences humaines.

Finkielkraut réactive contre elles une vieille querelle : à force de s'intéresser aux " cultures au pluriel ", de recenser les " différences " et les " styles de vie ", de " s'ouvrir à la raison des autres ", ces sciences auraient perdu le sens de l'universel. Ce " travail de sape opéré sur les lointaines tribus d'Amazonie ", ironise-t-il, a mis " à égalité " des cultures et des arts impossibles à comparer, rendu tout " culturel ", tout " équivalent " : " pensée sauvage " et " pensée savante ", " bricolage " et " formalisation ", " croyance " et " universalisme ".

Ce relativisme culturel a son pendant politique. Par générosité pour " les humbles et les déshérités ", hantés par la " volonté d'expiation " d'avoir été un pays -colonisateur, sociologues et anthropo-logues auraient fini par ne plus voir que " les torts de leur propre civilisation ", par la déconsidérer - la " désarmer ". A trop idéaliser les victimes du racisme, les antiracistes auraient perdu le sens des valeurs universelles, jusqu'à justifier les pires -dérives des ostracisés : les partis uniques d'après l'indépendance, mais aussi l'antisémitisme des banlieues, la violence des cités. Le philosophe y voit le triomphe du politiquement correct : un discours du bien qui fait beaucoup de mal.

Bien sûr, nombre de représentants des sciences humaines ont protesté. Pour eux, la critique des zones d'ombre et des engagements de la sociologie et de l'antiracisme n'autorise pas le philosophe à rejeter tous les travaux des sciences -humaines. Ils refusent qu'on casse le -thermomètre des analyses sociales. Ils s'en inquiètent.

En 2011, le sociologue François Dubet, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, souvent mis en cause par Finkielkraut, publiait *A quoi sert vraiment un sociologue ?* (Armand -Colin, 2011). Il sert, explique-t-il, à analyser les pouvoirs, à démasquer les dominations et les injustices, à combattre l'ignorance sur les mouvements de société. Il apporte une rationalité et des éléments de réalité aux acteurs sociaux. Il aide à produire plus de réflexion, plus de conscience sur ce que nous sommes - contribuant à développer ce que le sociologue anglais Anthony Giddens appelle " la modernité réflexive " : cette nouvelle capacité des individus à réfléchir par eux-mêmes.

Pour d'autres chercheurs en sciences humaines, le philosophe monte de toutes pièces un faux procès. " Croyez-vous véritablement qu'on ne peut pas être universaliste sans admettre la diversité des oeuvres et des cultures ? ", lui demande l'anthropologue Gérard Lenclud lors d'un entretien, en 1991 (revue *Terrain*, n° 17). Et de lui -rappeler que l'anthropologie vient de la tradition universaliste des Lumières, qu'elle a révélé " l'unité du genre humain " et " l'unité du psychisme humain ". Elle n'est donc pas relativiste, mais elle se -méfie de " l'ethnocentrisme " et du mépris occidental pour les autres cultures, elle décèle de l'universel dans les arts des pays les plus différents - comme Malraux qui préférait nommer " primordial " l'art dit " primitif ". Lenclud ajoute : " On a -l'impression que vous transformez la tension entre l'unité du genre humain et la -diversité des cultures en un antagonisme presque nécessaire. "

Mais l'antagonisme de principe, la controverse aiguisée dans des formules frappantes, est une manière du philosophe. Il veut se faire entendre. C'est aussi un polémiste. Dans " *Notables, esthètes et polémistes* " (Le Discours "néo-réactionnaire", CNRS, 380 p., 25 euros), une directrice de recherche au CNRS, la sociologue Gisèle Sapiro, remarque que la posture du " polémiste " est récurrente chez des écrivains d'après-guerre qui se sont sentis détrônés par les sciences -humaines. Analysant un vaste corpus de textes rattachés à la mouvance réactionnaire française (Renaud Camus, -Richard Millet, Philippe Muray, Eric Zemmour), elle repère derrière le style polémiste des constantes, des thèmes communs, qu'on retrouve parfois chez Finkielkraut traités d'une plume acerbe - le pathos du déclin, la critique de l'égalitarisme, la dénonciation du multi-culturalisme et de l'antiracisme, la défense de l'identité nationale.

Si l'ouvrage prend soin de distinguer les réactionnaires - réactifs et acérés - et les conservateurs - un traditio-nalisme inquiet et assumé -, Gisèle -Sapiro pointe une rhétorique cinglante propre à ce style polémiste, celle qui consiste à " rendre les persécutés responsables des crimes perpétrés contre eux ", comme à faire des racistes les victimes des antiracistes, et de ceux-là les pires des racistes. On -retrouve ce retournement rhétorique dans les

plus vives pages de La Défaite de la -pensée, quand l'ouvrage multiplie les attaques contre les philosophes de la décolonisation.

Pour Alain Finkielkraut, il le répète souvent, les antiracistes ont développé un " totalitarisme ". Sudhir Hazareesingh, professeur de sciences politiques à Oxford, auteur de Ce pays qui aime les idées (Flammarion), s'étonne : il veut " rendre l'anti-racisme aussi pernicieux que le racisme ". Une sorte de relativisme absolu.

L'école des maîtres fout le camp

Finkielkraut a toujours montré son souci pour l'école, un thème abordé dans La Querelle de l'école (Stock-Panama, 2007) et dans divers entretiens. Dans le vieux débat entre pédagogues et partisans du cours magistral, qui remonte à Jules Ferry - celui-ci écrivait, en 1880 : " Les méthodes nouvelles (...) consistent, non plus à dicter comme un arrêt la -règle à l'enfant, mais à la lui faire trouver " -, le philosophe prend parti. Il défend fermement les valeurs d'" émulation ", de " transmission ", de " mérite ", de " discipline ", perdues, selon lui, à la suite de réformes dévastatrices. Les tentatives pédagogiques en vue de corriger les inégalités, faire évoluer les programmes, accueillir une adolescence de plus en plus nombreuse lui semblent malencontreuses. Il appelle même à dé-connecter l'école d'Internet : " Nul besoin d'Internet pour lire. "

En 2000, dans Une voix vient de l'autre rive (Gallimard), il critique le professeur en sciences de l'éducation Philippe Meirieu, qui a influencé la loi Jospin de 1989 sur l'école - laquelle voulait " mettre l'élève au centre ". A l'entendre, Meirieu enjoint aux maîtres " de s'effacer pour que - les élèves - existent, de se taire pour qu'ils ouvrent la bouche et d'accueillir leur richesse créative plutôt que de les conformer ". Pour le philosophe, s'occuper de la manière dont l'élève reçoit la parole scolaire revient à renier la prééminence du maître. C'est mettre l'éduqué " en équivalence " avec l'éducateur. Sa critique est féroce. Citant L'Ecole ou la guerre civile (Plon, 1997), de Meirieu, il va jusqu'à dire : " Ce noble souci de guérir la culture de ses inclinaisons barbares conduit à placer l'universel sous la juridiction exclusive de la rationalité instrumentale : celle-là même qui a été mobilisée pour les usines de la mort. " Cette reductio ad Hitlerum de la réflexion pédagogique a suscité de nombreuses réactions indignées.

Philippe Meirieu lui a répondu dans une lettre ouverte : " Faut-il évoquer, contre l'inculture arrogante qui s'étale ici, le travail de la pédagogie, depuis un siècle, pour se débarrasser de tous les avatars de l'enseignement programmé et des techniques de conditionnement ? " Il ajoute : " Oui... la parole de l'éducateur est première... Mais elle n'est pas dernière : en effet son projet est bien de susciter une autre parole - chez l'élève - . "

Mais pour Alain Finkielkraut, même si l'école a changé, toutes les réformes pédagogiques ont échoué. " Cette nuit du 4 août permanente " a mené, selon lui, à un abaissement continu du niveau scolaire, du bac, de la qualité de l'enseignement. " Nous sommes aujourd'hui à l'heure du désastre. " déclare-t-il sur RMC, le 21 mai.

L'historien de l'éducation Vincent Troger tient des propos moins catastrophistes. Il souligne qu'en France " on a commencé à se plaindre du niveau des bacheliers dès 1820 ". Quant au baccalauréat, il a plus évolué que régressé. Si les professeurs se montrent plus indulgents sur la notation que dans les années 1960, les matières étudiées sont plus nombreuses : sciences économiques et sociales, sciences de la vie et de la Terre, informatique... Les contenus des matières classiques sont devenus plus complexes (mathématiques, histoire, géographie, lettres). " Un bachelier d'hier serait incapable de passer un bac d'aujourd'hui. "

Alain Finkielkraut, constate encore Vincent Troger, déplore essentiellement le recul de l'étude des " humanités classiques " et semble regretter une école qui n'existe plus, celle de la IIIe République, " conçue comme un sanctuaire isolé du monde ". Or, depuis, la démocratisation et la massification de l'école ont eu lieu : en 2014, 78 % d'une classe d'âge passait le bac, 2,7 % en 1936. L'adolescence est entrée à l'école. Et tout a changé. Il a bien fallu réformer.

La malheureuse identité

En octobre 2013, Alain Finkielkraut publie L'Identité malheureuse (Stock), qui suscite aussitôt une importante polémique. Même s'il l'explique avec des circonvolutions, la thèse du livre est claire : c'est la faute de l'immigration musulmane. Très présente dans certaines villes, elle mettrait à mal les anciens " modes de vie " et le " vivre-ensemble ", désespérant les " Français de souche ".

Ce constat a déjà été fait dans certains territoires. On se souvient des inquiétants -récits sur " les territoires perdus de la République ", publiés par un groupe d'enseignants en 2002 (Fayard,). Mais le philosophe généralise ce

constat, qu'il étend à la France entière : parlant des Français " autochtones ", il écrit : " Quand le cybercafé s'appelle Bled. com et que la boucherie ou le fast-food ou les deux sont halal, ces sédentaires font l'expérience déroutante de l'exil. Quand ils voient se multiplier les conversions à l'islam, ils se demandent où ils habitent. Ils n'ont pas bougé, mais tout a changé autour d'eux. Ont-ils peur de l'étranger ? Se ferment-ils à l'Autre ? Non, ils se sentent devenir étrangers sur leur propre sol. "

Dans ce dernier livre, paradoxalement, le philosophe privilégie la nation et l'identité nationale sur les valeurs universelles de la République (les droits de l'homme, le droit d'asile, le droit du sol) qu'il soutenait dans *La Défaite de la pensée*. Il met de côté la question de savoir comment la République laïque devrait traiter l'islam de France et ses quatre millions de plus ou moins fidèles. Ses contradicteurs lui font observer qu'il existe de très nombreux Français fils d'immigrés de deuxième et troisième générations qui réussissent professionnellement, s'intègrent, font des mariages mixtes, critiquent les intégristes. Une étude de l'Observatoire des inégalités, publiée en 2012, montrait qu'à milieu social égal les enfants d'immigrés réussissent mieux que les autres. Il semble aussi oublier qu'il existe depuis longtemps des " quartiers immigrés ".

La vision du philosophe réduit l'immigration aux seules incivilités et à une montée de l'intégrisme, allant jusqu'à évoquer " une désintégration nationale " et la déliquescence du " contrat social ". C'est un essai pessimiste. C'est aussi un livre qui condamne le " multiculturalisme ", résumé au " communautarisme ", et pourfend toute réflexion sur cette réalité. Le cofondateur de l'Observatoire des inégalités, Patrick Savidan, auteur de *Multiculturalisme (Que sais-je ?, 2011)*, regrette qu'aujourd'hui la discussion sur le sujet soit biaisée, sinon étouffée par la doxa ambiante : " Les enquêtes interculturelles sont peu développées, les débats sur le communautarisme surexploités, versant souvent dans l'affrontement de principe. " Il rappelle qu'il est illusoire de rejeter la -société pluri-culturelle dans laquelle nous baignons tous : " La diversité est là et n'est pas près de disparaître. C'est une donnée de base des sociétés contemporaines. "

Ce qui se dessine, au terme de ce périple, c'est une pensée inquiète, passionnée par son époque, traversée par les contraires : héraut de l'universalisme, Alain Finkielkraut se convertit à la défense d'une identité nationale agressive ; grand défenseur de la -république laïque, c'est surtout la IIIe qu'il voudrait voir revenir ; protecteur du livre et de la " haute culture ", il ignore des pans entiers des cultures et des technologies de son temps. Dans *Ce pays qui aime les idées*, Sudhir Hazareesingh estime que le philosophe est " de plus en plus nationaliste et de moins en moins républicain " et " défend une -conception hiérarchique de l'ordre culturel et social ". Hiérarchiser, c'est sans doute, là, le maître mot d'Alain Finkielkraut.

Frédéric Joignot

Source : Le Monde du 10 octobre 2015